

TRIBUNE DE GAUCHE

changer

Notre monde
au seuil de 1983

L'égoïsme
est
au-dessus
de
nos moyens





Abonnés et lecteurs de Changer

Participez à la campagne de promotion 1983

Comme chaque année, notre mensuel lance une campagne d'abonnements à laquelle chacun de vous est invité à participer.

En vous permettant de communiquer à vos amis et connaissances ce que vous trouvez et appréciez vous-mêmes dans CHANGER, cette campagne aide à atteindre un nombre croissant de lecteurs et à répandre des idées et un état d'esprit dont le monde a besoin. De plus, c'est ce type de promotion, personnalisée par les lecteurs eux-mêmes, qui s'est avéré le plus efficace.

VOUS TROUVEREZ en page 15 et 16 de ce numéro une liste à découper et à remplir.

VEUILLEZ y inscrire les noms et adresses de ceux à qui vous aimeriez que soient envoyés les numéros de mars et d'avril 1983 de CHANGER. (Ils recevront ensuite une lettre leur proposant, de votre part, de souscrire un abonnement).

N'oubliez pas de porter votre propre nom dans la case prévue à cet effet.

ENVOYEZ votre liste, une fois remplie, à l'une des adresses indiquées, **au plus tard le 30 janvier 1983**. **N'HESITEZ PAS** à répondre nombreux à cet appel, notre ordinateur facilitant beaucoup le travail de secrétariat nécessaire à la bonne marche de cette promotion.

NOUS COMPTONS SUR VOUS et vous remercions d'avance.

Voir en pages 15 et 16

PHOTOS : Collection F.E.D. - C.C.F.D. : p. 7 ; Documentation française, J.-P. Hochet : p. 6 ; Sygma, Kalari : p. 5 ; L. Lasserre : pp. 14, 15 ; New World News : pp. 10, 11 ; Odier : p. 12 ; Sygma : p. 4.

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle
publiée par le Réarmement moral
Commission paritaire de la presse : N° 62060

Responsable de la publication :

Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation : Frédéric Chavanne, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Nathalie O'Neill, Charles Piguot, Philippe Schweisguth, Evelynne Seydoux.

Administration, diffusion : Nancy de Barrau, Maurice Favre, Hélène Golay, Colette Lorain.

Société éditrice : Editions, théâtre et films de Caux S.A., Lucerne (Suisse).

Imprimerie : Publications Périodiques Spécialisées, 01600 Trévoux (France).

France : 68, bd Flandrin, 75116 Paris.

Tél. (1) 727.12.64.

Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20.

Tél. (022) 33.09.20.

ABONNEMENTS ANNUELS (12 numéros)

France : FF 70 ; Suisse : Fr.s. 24. - .

Belgique : FB 520 ; Canada : \$ 17. - .

Autres pays par voie normale : FF 80 ou Fr.s. 27. - . Pays d'outre-mer, par avion : FF 90 ou Fr.s. 30. - . Prix spécial étudiants, lycéens : FF 35 ; Fr.s. 15. - ; FB 225.

Verser le montant de l'abonnement :

France : à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse : à « Changer », C.C.P. 12-755, Genève.

Belgique : au Réarmement moral, 123, rue Th.-De-Cuyper, Bte 39, 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec la mention « abonnement Changer »).

Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique : par mandat de 4 250 francs CFA (abonnement avion) ou 3 900 francs (par voie maritime) à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T La Source France.

Que veut le Réarmement moral ?

La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe.

Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Tel est le cheminement.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.

Conçu à l'origine et poursuivi depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, le Réarmement moral se veut ouvert à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.

L'égoïsme est au-dessus de nos moyens

par Antoine Jaulmes

En l'an 476, comme le note André Frossard, personne n'a consigné sur ses tablettes : aujourd'hui, fin de l'empire romain. En 1982, la guerre des Malouines, l'intervention israélienne au Liban, la libération de Walesa, la mort de Brejnev sont-elles de nature à

bouleverser les données de la situation mondiale ? Il est trop tôt pour en juger. Tout au plus peut-on dégager quelques lignes générales de l'évolution. C'est ce que fait, dans les pages qui suivent, Antoine Jaulmes, diplômé de l'Ecole des Mines de Paris.

Intensification des stratégies d'affrontement

Récession des stratégies de conciliation politique et recul de la coopération économique : ce mouvement qui semble décidément devoir dominer la décennie 80, caractérise sans doute les événements de l'année 82.

I. Est-Ouest : nouvelle guerre froide ?

Ni la mort de Leonid Brejnev, ni les élections aux Etats-Unis n'ont modifié les rapports de forces militaires dans le monde. En moyens conventionnels, l'avantage du Pacte de Varsovie est estimé en Europe à trois contre un. Dès son élection, François Mitterrand avait pris acte de cette réalité : « Le débat armement-

négociation doit s'ordonner autour de cette notion fondamentale : seul l'équilibre des forces préserve la paix. C'est la raison pour laquelle j'ai alerté l'opinion sur le surarmement soviétique en Europe (...). Je ne prête pas d'intention agressive à l'Union soviétique, d'intention belliqueuse. C'est un grand peuple qui a beaucoup souffert de la guerre, et ses dirigeants ont vécu cette époque. Je dis simplement qu'on approche du temps où des générations nouvelles ne l'auront pas connue, et je ne veux pas que le simple rapport des forces soit à ce point déséquilibré que la guerre en surgisse... » Autrement dit, puisque la détente correspond en somme à la période durant laquelle l'écart s'est dangereusement creusé, on peut parler de fin de la détente.

Mais un effort d'armement massif représente un poids considérable pour l'éco-

nomie d'un pays. Si pour la France le fardeau n'est pas excessif, il n'en va pas de même aux Etats-Unis (où M. Reagan compte consacrer 1 640 milliards de dollars à la défense au cours des cinq prochaines années), et encore moins en U.R.S.S. (où la défense aurait absorbé au milieu des années 70 jusqu'à un tiers de la production de machines et un sixième de la production d'énergie). D'où l'idée de « l'arme économique », destinée à faire reculer l'U.R.S.S. Mais son emploi relevait-il vraiment de la logique des armes ou bien la logique économique restait-elle prévalente ? Il y avait ambiguïté dans les termes comme dans les esprits, et la vive concurrence économique entre Occidentaux (qui avait déjà permis à l'Est de bénéficier de très gros crédits à des taux plus bas que ceux d'ordinaire réservés aux pays pauvres) devait faire de l'embargo un demi-échec avant d'en faire une arme à double tranchant (affaire du gazoduc).

Rien d'étonnant donc (à titre de compensation), à l'intérêt pris par les Américains à l'un des terrains d'élection traditionnels de l'U.R.S.S. : la guérilla en pays tiers : ces tentatives de grignotage mutuel des grandes puissances se sont soldées, en 1982, par une série d'échecs des offensives soviétiques (Afghanistan, Erythrée, Somalie, Sahara) et par l'activité soutenue d'une vingtaine d'autres foyers de guérilla.

Mais l'U.R.S.S. ne reste pas sans réactions, ainsi que sa politique en Pologne le démontre. Certes le rapport des forces semble être encore favorable à « Ex-Solidarité » (ainsi les miliciens enlèvent-ils la nuit les croix de fleurs déposées par les gens le jour) mais cette tentative de « normalisation », essentielle pour le bon fonctionnement du pacte de Varsovie, ne laisse pas d'inquiéter : la supériorité militaire russe cessera vers la fin de la décennie si les tendances actuelles se maintiennent. Face à leurs contradictions internes, l'U.R.S.S. et ses alliés ne seront-ils pas tentés de jeter dans la balance tout le poids de leurs armes avant cette échéance ?

A TRAVERS CHAMPS

Quinze milliards de soleils

Au retour de Caux, nous étions allés voir de chers amis en Dordogne... La Loire traversée, nous avons trouvé la campagne illuminée par les cultures de tournesol dont les surfaces ont presque doublé cette année en France.

En revenant, nous roulions vers Poitiers quand l'envie nous a pris d'aller faire la connaissance d'une des belles fermes qu'on apercevait à quelques centaines de mètres de la grand-route entourée de ses chaumes de blé travaillés, de ses maïs mûrissants et de ses tournesols orientant leurs fleurs d'or vers le soleil de fin d'été.

Seul sur une centaine d'hectares, le ménage qui nous a si aimablement accueillis nous expliquait que le tournesol

progresses en Poitou parce qu'il craint moins que le maïs la sécheresse d'été et qu'il prépare un meilleur blé.

Mais personne n'a pu nous dire par quel mécanisme parfait ces couronnes de pétales d'or entourant un plateau de graines foncées savent se tourner vers le soleil comme on suit des yeux ce qu'on aime...

S'aimer - selon Saint-Exupéry - ce n'est pas se regarder l'un l'autre, c'est regarder ensemble dans la même direction. Nos quinze milliards de soleils apprendront-ils aux Français si divisés à se tourner un par un vers la source unique de lumière et de chaleur ?

Philippe Schweisguth



La construction du gazoduc sibérien

2. Crises et conflits nouveaux

Au retour en force, alarmant mais simple à comprendre, de l'affrontement Est-Ouest, vient aujourd'hui se superposer une montée des nationalismes plus complexe, mais qui n'est ni moins alarmante, ni moins puissante. Les trois principaux conflits de l'année illustrent malheureusement cette nouvelle prépondérance (d'ailleurs liée à la crise économique) des particularismes nationaux ou culturels, qui supplantent bien souvent dans l'ordre des priorités les habituelles alliances, alliances ou idéologies.

Ainsi les forces intéressées à la fissuration des alliances prooccidentales n'ont pas eu besoin de beaucoup d'efforts pour pousser l'Argentine de l'impulsif général Galtieri dans le piège creusé à la fois par la difficile situation économique de l'Argentine et par l'attentisme britannique sur la question des Malouines (logique du court terme !). Le même scénario pourrait bien être suivi par d'autres gouvernants faillis, notamment en Afrique où les possibilités de médiation de l'O.U.A. semblent quasi nulles.

De même, l'opération « Paix en Galilée » n'était-elle pas en partie destinée à masquer les effets de la profonde crise économique en Israël et à galvaniser le particularisme juif chez une jeunesse israélienne qui vit une crise morale semblable à celle qui sévit dans toutes les sociétés de consommation ?

L'autre particularisme culturel spectaculaire du moment est l'islamisme, stimulé idéologiquement et politiquement par la crise économique occidentale. Alliant l'énergie du désespoir à la conviction neuve qu'ils sont en mesure d'ouvrir une voie nouvelle, incorporant au passage nombre d'influences et de méthodes empruntées à l'Est ou à l'Ouest, les particularismes issus de l'Islam ne sont nulle part si

forts que dans les milieux ou les pays les plus directement agressés culturellement, soit par des valeurs socialistes laïques, soit par des valeurs matérialistes de consommation. Perçu comme une menace par tous les régimes arabes (y compris par les monarchies traditionnelles), se percevant lui-même comme une force à la conquête du monde, capable grâce à la qualité de ses militants de catalyser efficacement les oppositions, l'« islamisme » a suscité autour de lui une flambée de violence et acquis une influence hors de proportion avec sa représentativité. Son action a été spectaculaire en Iran, Afghanistan, Syrie (révolte de Hama), Egypte (assassinat de Sadate), mais aucun pays musulman n'échappe à son influence.

Le charisme islamique a permis à un Iran désorganisé de résister aux assauts d'un Irak lui-même effrayé de l'impact possible chez lui de l'étonnante révolution iranienne. Et la guerre du Golfe, interminable et inutilement meurtrière, tourne insensiblement en faveur de l'Iran quoiqu'on distingue encore mal quelle pourrait en être l'issue.

Les suites de ces guerres sont catastrophiques dans tous les pays, et certains d'entre eux, comme le Tchad ou l'Ouganda, sont ramenés au degré zéro du développement. Face à la faillite économique et à la perte d'identité culturelle, il est à craindre que d'autres pays ne forcent à leur tour leur belliqueux modèle de national-idéologie et ne retournent contre les intérêts de leurs « parrains » hésitants les armes accumulées avec leur active complicité. Dans ces conditions, me confiait un ami arabe, il faut faire attention aux braises, aux braises nées de l'injustice et du désir de revanche qui couvent un peu partout dans le monde et dont l'embrasement pourrait bien se produire plus tôt que prévu, tant le vent est fort.

3. L'affrontement économique généralisé

Plus encore que dans les extrémités guerrières, c'est dans le domaine économique que s'expriment le plus crûment les tendances agressives et égocentriques des pays comme des groupes. La crise étant universelle, la loi de la jungle est partout la règle.

Le miracle allemand lui-même n'a pu résister, et le ressort qui a transformé un pays dévasté, submergé de réfugiés et de honte en une république majeure, démocratique et deuxième exportateur mondial, semble grippé. L'acquis est tel que les manifestations économiques (faillites, endettement) ou politiques de la crise allemande sont très en deça de la gravité réelle de la maladie qui menace de faire de l'Allemagne de 2033 un pays de 38 millions d'habitants dénué de toute technologie moderne et de toute capacité d'assumer l'avenir. Malgré quelques réalisations en ordre dispersé, la C.E.E. semble devoir suivre son principal pilier économique sur la voie de la sénilité économique et technologique : elle connaît, à l'heure actuelle, des difficultés telles que l'on peut se demander si elle survivra encore longtemps à ses dissensions au premier rang desquelles la perpétuelle renégociation britannique.

Aux Etats-Unis, les espoirs de reprise sont plus fondés sur des entorses au libre-échange que sur une nouvelle santé économique. Les dites entorses sont d'ailleurs autant de coups bas portés principalement à l'industrie japonaise déjà très affectée par les chocs pétroliers. L'idée de libre-échange est donc brusquement relativisée par les Etats-Unis et l'Europe qui n'y trouvent plus le cheval de Troie de leur domination économique mondiale.

Les pays du Sud ne sont pas épargnés non plus par la radicalisation de la lutte économique, et à un moment où l'évaluation de la menace concurrentielle qu'ils représentent semble révisée en sérieuse baisse, c'est le principe même de l'aide qui est remis en question, aide qu'il ne faut pas confondre avec les prêts accordés aux pays pauvres principalement pour soutenir l'activité dans les pays riches. Le transfert des industries de main-d'œuvre peu qualifiée vers les pays du Sud et leurs salaires de misère est aujourd'hui ralenti par l'automation croissante de beaucoup de fabrications devenues trop « technologiques ». Par ailleurs, l'avantage comparatif des pays pauvres s'amenuise proportionnellement à leur éventuel enrichissement (voir en Corée du Sud).

Seule « menace » à long terme : le développement des échanges Sud-Sud qui fait apparaître un « Nord du Sud » dominé principalement par l'Asie (huit pays) et secondairement par l'Amérique latine (quatre pays). Ces pays ont déjà livré à d'autres Etats du Sud des ensembles industriels clés en mains, des machines ou effectué des grands travaux, mais leur

potentiel de recherche et d'invention reste toutefois très faible par rapport à celui des pays développés.

Par ailleurs, la plupart des autres pays (le « Sud du Sud ») connaissent une situation qui s'aggrave en termes relatifs et parfois en termes réels (les pauvres s'appauvrissent). Ce sera bientôt 90 % de la population mondiale qui devra se satisfaire de 10 % des ressources mondiales. Dans ce contexte se pose le problème de la sécurité que nous recherchons sur tous les plans et par tous les moyens (économiques et militaires). Cette sécurité peut-elle être réservée à quelques nations ? Augmentons-nous notre sécurité en diminuant celle des autres ? La peur est-elle bonne conseillère ?

Le problème de la sécurité

Entre avoir conscience de la progression de l'insécurité et être dominé par la peur, il n'y a qu'un pas bien facile à franchir. Paralysées et non stimulées par la double crainte de la guerre et de la dépression économique, nos sociétés semblent s'installer dans une attitude prémillénariste. Mais, pendant ce temps, d'autres sociétés vivent non pas dans l'insécurité mais dans la précarité quotidienne. Cette précarité indique à la fois la mesure de notre insécurité et la perspective dans laquelle il doit y être répondu.

1. La grande peur des nantis

Nos médias ont largement couvert la manifestation la plus spectaculaire de notre grand-peur, en l'espèce les cortèges pacifistes. Les manifestants ont demandé beaucoup de comptes à M. Reagan et assez peu à M. Brejnev, soulevant l'ironie de la droite. Était-ce à la suite d'une manipulation, ou bien a-t-il été estimé qu'il n'était pas réaliste de demander à l'U.R.S.S. de désarmer ? (Ce qui en soi suffit déjà à désigner qui est l'agresseur potentiel.) Malgré sa coloration différente dans chaque pays, le pacifisme n'est-il pas surtout une expression de la même peur diffuse qui s'exprime par le refus de l'avenir en R.F.A. et les diverses « psychoses » qui alimentent régulièrement les « unes » des journaux : psychose de l'attentat, psychose du nucléaire, psychose des loubirds et « légitime défense », psychose du « tueur fou », ou même psychose de l'antisémitisme ? Plus nos sociétés s'enfoncent dans le confort et dans la liquéfaction des volontés (voire des consciences), plus l'idée du risque nous devient une idée intolérable car susceptible de remettre en cause nos acquis. Face à la progression évidente des risques dans le monde, le citoyen exige donc de l'État une garantie tous azimuts, contre la rage de dents, contre les risques de change, contre les enfants, contre la guerre, contre le partage des richesses... (D'où, soit dit en passant, l'aversion généralisée en Occident contre le colonel Kaddafi, pauvre devenu puissant mais resté combatif, et qui est

devenu l'archétype du danger universel qui menacerait à la fois nos vies et nos biens).

Notre peur trouve donc aussi ses racines dans le domaine économique, mais là non plus la logique n'est pas à l'honneur.

2. L'insécurité économique

Un commentateur concluait récemment une chronique par ces mots : « En économie, il n'y a pas de miracles, il n'y a que des efforts. » C'est pourtant en promettant fermement des miracles que MM. Reagan et Mitterrand avaient été élus à quelques mois d'écart. Les voici à présent tous deux en train de proposer des efforts, ce qui aura peut-être au moins le mérite pédagogique de faire comprendre quels écueils gênent la navigation économique. Il y en a trois principaux :

a) Les liquidités internationales

(Pour la plupart des crédits libellés en dollars quoiqu'on trouve également d'autres « xénodevises »).

Ces liquidités internationales nées du recyclage des « pétrodollars » depuis 1974 et dont personne ne contrôle ni la croissance ni les mouvements, rendent illusoire toute politique nationale de contrôle de la masse monétaire, de contrôle de l'inflation, de contrôle des changes... voire d'indépendance face aux États-Unis. Ainsi n'y a-t-il pas de « complot » contre le franc, mais des mouvements d'opinion non maîtrisables de la part du grand nombre de décideurs financiers internationaux.

b) Les risques de banqueroute et de dépression

La crise des débouchés de l'industrie occidentale est passée de l'état latent à l'état aigu lors de la crise du pétrole de 73-74 et de la hausse des prix qui s'en est suivie. Afin de soutenir l'activité industrielle menacée de récession, les gouvernements ont alors encouragé les banques à accorder, au delà d'une sage analyse financière, de larges crédits tant aux industriels pour leur permettre d'investir qu'aux clients insolvables pour leur permettre d'acheter. Les banques, elles-mêmes désireuses d'attirer et d'utiliser les dépôts des pays producteurs de pétrole, ont ainsi organisé tout un « recyclage » des pétrodollars, grâce auquel les effets « industricides » des chocs pétroliers ont été considérablement réduits, ainsi que leurs cortèges de faillites et de chômage. Mais, en contrepartie, les emprunteurs, très endettés, se sont trouvés dans une situation financière malsaine. Un pays en difficulté de paiement ne peut pas être mis en liquidation et la saisie de ses biens soulève quelques problèmes. Pour éviter d'en arriver à la faillite de certaines de nos grandes banques et à une dépression générale, les dettes non recouvrables ont été refinancées, ou « rééchelonnées ». D'après la Deutsche Bank, ces opérations représentent la moitié des eurocrédits accordés en 1980-1981 contre le quart il y a deux ans. Tout le monde vit donc à crédit, à la merci d'une crise de confiance dans le système économique international qui mettrait fin au sursis actuel. Pour Claude Julien (1), les institutions de crédit



La lecture du Coran chez des maquisards afghans. Dans ce pays aussi, le phénomène islamique a joué, mais sous des formes bien différentes de celles de l'Iran

ont fait preuve de « courte vue » et comptent à présent sur le Fonds Monétaire International et les Etats — donc les contribuables, seule ressource des Etats — pour les tirer de difficultés où elles se sont volontairement placées.

c) La crise du F.M.I. et de la Banque Mondiale

Les réticences qu'éprouvent les Etats-Unis, mais aussi finalement *tous* les bailleurs de fonds envers l'assistance aux pays sous-développés, remettent en question le fonctionnement des organismes d'aide multilatérale et contribuent au climat d'insécurité globale.

Une telle évolution est dramatique car elle se traduit au bas de l'échelle par la famine ou la mort pour des centaines de millions d'individus...

3. La précarité chez les plus démunis

C'est l'Afrique qui émerge aujourd'hui contre le continent-phare du sous-développement. Deux tiers des Pays les Moins Avancés (PMA) s'y trouvent (21 PMA sont en Afrique, huit en Asie et deux ailleurs). Au cours des années 70, l'Afrique a connu une croissance annuelle moyenne de 0,8 % (même pas le tiers de la moyenne de l'ensemble du Tiers-Monde) : sa production agricole a diminué de 10 %. Héritage colonial, causes externes, défaillances et affrontements internes ? La crise des aides internationales, si elle ne contribue pas à nous ouvrir des marchés, est aussi en partie responsable du fait que l'ensemble des PMA avec 270 millions d'habitants ne réalise que 1 % du commerce mondial. L'écart des PNB par habitant (1980) est assez significatif de ce que représente cette exclusion pour certains pays à présent laissés pour compte : Tchad 120 \$: U.R.S.S. 4200 \$: U.S.A.

11 360 \$: Suisse 16 440 \$: Emirats Arabes Unis 30 070 \$. D'autres chiffres sont plus représentatifs du niveau de vie réel.

Espérance de vie : Bangladesh, 32 ans : Pays-Bas, 74 ans. Taux d'alphabétisation : Mali, 5 % : Scandinavie, 99 %. Mortalité infantile : Angola, 203 ‰ : U.S.A., 15 ‰.

Bref, les mots sont faibles pour décrire la précarité, et l'on ne saurait confondre vivre dans l'insécurité, ce qui signifie vivre dans une certaine incertitude, et vivre dans la certitude absolue... que votre vie est menacée soir et matin. Bien sûr, les PMA constituent un marché très marginal et, pour la plupart, n'ont aucun intérêt stratégique. Mais certains individus et certaines nations cumulent les handicaps. A côté de la civilisation des loisirs et de la télématique, la subsistance de masses humaines toujours plus misérables est le plus grand défi jamais lancé à notre éthique et à nos capacités techniques. Seule notre capacité à faire reculer une telle précarité dira si notre « progrès » a un sens ou non.

Cette question prioritaire ne peut être dissociée de la question de l'insécurité économique et stratégique qui constitue à la fois une lourde hypothèque sur l'avenir et le pire des environnements dans lequel mener la lutte contre la précarité.

L'avenir en préparation

1. Se réconcilier ou disparaître

Nous avons critiqué le pacifisme, n'y voyant comme M. Claude Cheysson que « la traduction d'un abandon, d'une lassitude, d'un mal à l'estomac », mais il faut reconnaître que la menace nucléaire augmente beaucoup les risques traditionnellement liés à la guerre du fait de l'accumulation des armes rendue paradoxalement

nécessaire par l'amélioration de leur précision (on craint de part et d'autre qu'une première frappe adverse ne détruise à 100 % la capacité de riposte et donc de dissuasion). Par ailleurs, l'apparition récente d'armements nucléaires tactiques (donc de plus faible puissance) ouvre la voie à une dédramatisation de l'emploi du nucléaire. Dans la logique actuelle d'affrontement, et vu l'expérience de « paix nucléaire » existant depuis 1945, une procédure de désarmement nucléaire multilatéral complet semble hors d'atteinte par des voies diplomatiques.

Le risque n'a peut-être pas été encore pleinement compris. Sinon les pacifistes eux-mêmes ne se rangeraient pas sous des bannières d'affrontement au sein d'un mouvement de protestation, mais seraient les apôtres d'une révolution morale à la recherche de ponts à construire entre l'Est et l'Ouest. Pouvons-nous encore aujourd'hui nous payer le luxe d'une politique d'affrontement, comme si la menace d'anéantissement n'existait pas ? Le moins que l'on puisse dire est que le progrès politique n'a pas suivi le progrès technique. C'était la conviction de Peter Howard (2) il y a 20 ans. Elle est aujourd'hui la préoccupation des hommes d'Etat (3). La bombe nous condamne à nous réconcilier ou à disparaître. Remplacer cette évidence d'aujourd'hui par l'alternative « rot oder tot », c'est prolonger dans le monde d'aujourd'hui la mentalité de la guerre froide qui veut que l'affrontement soit inéluctable entre les deux moitiés d'une Europe définitivement coupée en deux par le milieu.

Ce découpage n'est pas plus fatal que l'hostilité qu'on a cru pendant un siècle « héréditaire » entre la France et l'Allemagne, ni moins arbitraire que les frontières du Saint Empire Romain Germanique.

Sommes-nous aujourd'hui des bâtisseurs de ponts, d'homme à homme, de pays à pays, qui permettront un jour à l'Europe entière de retrouver son unité ? Ce qui était hier une simple question morale est aujourd'hui une question de survie.

2. Restaurer la sécurité économique (4)

Faute de nouvel ordre économique international, et en attendant la nécessaire reprise des « négociations globales » à l'O.N.U., la restauration de la sécurité économique passe aujourd'hui par des concertations et accords de zones ou de groupes de pays, visant à garantir les ressources des uns et les approvisionnements des autres, ou visant à trouver une politique commune fondée sur des concessions réciproques. Les accords de Lomé, ou, dans le domaine énergétique, les accords de San José de Costa Rica (1980) ouvrent la voie à de nouvelles manières de procéder tant au niveau des objectifs que des moyens (politiques ou financiers).

On sait que les macrofluctuations résultent d'une grande masse de micro-décisions, obéissant chacune à sa propre



« A la merci d'une crise de confiance ». A la bourse de Paris, groupe de cotation à la criée.

micro-logique. Toutefois, si la recherche de la justice et de la stabilité était au centre des activités diplomatiques, en vue d'un effort de concertation et d'organisation internationale, elle devrait permettre de ramener la dramatique insécurité économique actuelle à des dimensions plus compatibles avec la poursuite du fonctionnement de l'économie mondiale.

Ces questions de justice internationale et de stabilité des cours étaient la vision de Robert Carmichael dans les années 60 (5) : ce sont aujourd'hui les préoccupations majeures des financiers internationaux et des hommes d'Etat. Là encore, ce qui était hier une question morale est aujourd'hui une question de survie.

3. Faire cesser la précarité

En étudiant les réponses possibles à l'insécurité stratégique et économique, nous avons souligné que les compromis moraux d'hier ont engendré les dangers planétaires d'aujourd'hui. C'est le triste privilège de l'époque que les progrès techniques donnent un enjeu très large à des questions naguère limitées. Aujourd'hui la question de la pauvreté absolue n'est encore qu'une question morale, même si elle est de taille, et nous avons vu qu'un continent entier peut sombrer dans la misère sans affecter sérieusement le reste du monde, et surtout pas les « forteresses développées ».

L'enjeu du défi aujourd'hui, c'est l'éradication de la précarité dans le quart-monde, qu'il s'agisse des exclus de notre société de consommation (ils seraient deux millions en France), des plus démunis dans les pays authentiquement en voie de développement (ils sont deux milliards), ou du quart-monde des nations, ces fameux P.M.A.

Pour que ces gens puissent acquérir les moyens de leur survie et de leur dignité, la priorité est d'augmenter les possibilités de satisfaction des besoins essentiels de chaque être humain, au plus bas de l'échelle en particulier. On ne rentrera pas ici dans des considérations techniques sinon pour rendre hommage à l'action généralement très appréciée des Organisations Non Gouvernementales et pour souligner l'intérêt d'une idée lancée lors de la conférence de Paris fin 81, le STABEX-P.M.A. fonds spécial qui permettrait de stabiliser le cours des exportations des pays les plus démunis. Enfin, on pourrait imaginer que, sous la pression de l'opinion, nos gouvernements respectent le sous-objectif de 0,15 % du P.N.B. consacré à l'aide aux P.M.A.

A ce sujet, le président Houphouët-Boigny écrivait récemment à François Mitterrand : « Je suis tout à fait convaincu que vous voyez l'importance extrême du problème qui se pose aujourd'hui et que la voix de la France, dans ce domaine, peut être entendue. Le bénéfice moral qu'elle en retirerait serait immense. » Mais que faut-il entendre par « bénéfice moral » ?



La précarité : vingt-et-un des pays les moins avancés (P.M.A.) sont en Afrique

Un vague succès d'estime sur la scène internationale ou bien un renouveau moral intérieur ? Je penche pour la deuxième solution. L'ère capitaliste a en effet (d'après Max Weber) commencé par une réforme des mœurs issue d'une réforme religieuse : sans la réhabilitation sociale du travail, et sans l'esprit d'épargne, relevant au départ d'un certain ascétisme religieux, aucun capital ni aucune industrie n'auraient vu le jour. Il ne nous faut rien de moins aujourd'hui : la lutte contre la précarité peut réorienter nos préoccupations nationales et transformer l'idée que l'industrie se fait de sa fonction. Il nous faut une vague de générosité et de solidarité qui génère un nouvel ascétisme non plus centré sur nous-mêmes, mais qui accepte de recevoir moins dans la mesure ou il peut donner plus. La solidarité peut aussi être un moteur de l'activité, et l'activité peut être à la fois désintéressée et productive. S'attaquer à un défi moral comme celui de la pauvreté et de l'indignité, ce peut être trouver une vie nouvelle.

Conclusion

Si l'on en croit la théorie des cycles économiques, la crise commencée en 73-74 devrait prendre fin vers 1996. Les quatorze prochaines années s'annoncent donc lourdes de difficultés, mais peut-être sont-elles porteuses d'un monde nouveau.

La période d'expansion économique qui va de 1945 à 1973 a finalement été caractérisée par une foi insouciant dans le mythe de la croissance perpétuelle, et donc par son inconscience euphorique. Brutalement confrontés aux rapports de forces et aux injustices dans le monde, les pays développés se sont mis à réfléchir aux limites de leur modèle de civilisation plus encore que lorsque la jeunesse nantie avait exprimé ses propres doutes cinq ans plus tôt. En se prolongeant, la crise nous place devant de terribles responsabilités, mais elle nous forcera pour notre bien à perdre les réflexes individualistes de nantis

que nous avons attrapés pendant la prospérité. Aujourd'hui, l'égoïsme individuel mais surtout national est au dessus de nos moyens : aucune politique nationale n'a prise sur une crise caractérisée par l'émergence d'entités économiques supranationales. Ainsi si nous savons nous organiser et réagir collectivement, il pourra sortir de la crise une organisation et une solidarité (et pas seulement nationale) qui prévaudront même au delà de la crise si elle venait à passer.

Encore nous faut-il nous laisser toucher par la « grâce de l'échec » et trouver cette capacité de concertation et d'organisation, cette vision à long terme qui font actuellement cruellement défaut à tous les niveaux. Encore nous faut-il réapprendre ensemble que ce sont des critères moraux qui définissent en les termes les plus simples la vision à long terme que nous recherchons.

Les soubresauts actuels peuvent-ils être les douleurs de l'enfantement d'un monde nouveau ?

D'où viendront les visionnaires qui « rebâtiront sur d'anciennes ruines », qui « relèveront d'antiques décombres », qui « renouvelleront des villes ravagées, dévastées depuis longtemps ? » (d'après Esaie 61/4).

Antoine JAULMES

(1) Le Monde Diplomatique, novembre 1982.

(2) Lire son discours « Beyond Communism to Revolution », 1963, dans *Africa's Hour and other speeches*, MIRA Books, Londres, 1968.

(3) Voir « le livre qui a bouleversé l'Amérique », *The Fate of the Earth*, de Jonathan Schell, paru en anglais chez Picador, Londres et en français, chez Albin Michel (« Le destin de la terre »).

(4) Thème développé dans une publication à lire, le *Ramses 82* : Rapport annuel mondial sur le Système économique et les Stratégies, publié par l'Institut Français des Relations Internationales chez Economica et à la Documentation Française.

(5) Cf. *Robert Carmichael par lui-même*, Ed. de Caux, 1975.

« A vos 2500 dimanches »

Lettre à des fiancés

Parfois décrié, souvent dédaigné, fréquemment mal vécu, le mariage est un sujet brûlant. Nous l'abordons, sur plusieurs numéros, par des textes qui allient la réflexion et le témoignage. Ici nous publions une lettre qu'un ménage de la banlieue parisienne adresse à de jeunes fiancés.

Chère Nicole, cher Jean,

Vous nous demandez notre expérience de couple, au moment où vous songez, vous-mêmes, à vous marier. La part que nous avons prise à la préparation au mariage des jeunes de notre paroisse nous a fait réfléchir, et les quelque cent couples que nous avons rencontrés nous ont beaucoup apporté. Parler avec eux de l'amour, de la fidélité, de la fécondité du couple, des difficultés, des réussites... ne s'est pas fait sans une remise à jour continuelle de notre propre engagement, sans l'obligation de mettre en harmonie ce que nous vivions avec ce que nous disions.

Peut-être vous posez-vous la question de savoir pourquoi vous vous aimez ? Que chérissez-vous chez l'autre ? Y a-t-il une réponse définitive à ces questions ? Celle que vous esquissez aujourd'hui est probablement différente de celle que vous donnerez demain. Nous changeons, nous évoluons, nous mûrissons chacun à son rythme. Par contre il nous semble primordial de répondre maintenant à ces questions essentielles :

Quelles sont les valeurs communes que vous partagez ?

Si un jour vous avez des enfants, que voudriez-vous, tous les deux, qu'ils aient comme bagage minimal pour aller dans la vie !?

Nous voudrions reprendre avec vous des réflexions sur ce qui, nous semble-t-il, fonde le mariage. Si vous vous mariez, c'est que vous vous aimez. Cela paraît évident, et, pourtant, combien d'amis, de fiancés venus chez nous, de collègues sont partis dans la vie commune avec cette évidence, pour finir par l'échec du divorce.

L'amour ne doit pas être confondu avec l'attrait réciproque, qui n'en est qu'une composante. L'amour est exigeant, il n'est pas nécessairement confortable.

Une belle crise de jalousie

Pour mettre toutes les chances de notre côté, nous avons pris le risque, pendant nos fiançailles, de nous dire certaines choses sur notre passé : celles en particulier qui apportaient un peu de réalisme à la bonne opinion que nous avions l'un de l'autre. Pas simplement nous dire que nous n'étions pas des petits saints, ce qui ne coûte rien, mais concrètement en quoi nous ne l'étions pas. Nous avons saisi cette occasion pour faire le point sur nos relations avec les garçons et les filles que nous avons connus avant de nous rencontrer. Cela a déclenché, chez Bertrand, quelques semaines plus tard, une belle crise de jalousie. La honte qu'il en a conçue a été telle qu'elle a mis un point final à ce désir profond de tout savoir, de tout contrôler chez Véronique.

Cette expérience a été douloureuse, mais tellement bénéfique ; l'amour, c'est aussi le respect entre mari et femme, entre parents et enfants.

Le respect du corps de l'autre. Vous connaissez l'expression : « Faire l'amour, pas la guerre. » Nous craignons que, dans certains couples, ce ne soit l'un et l'autre : à moins que l'un ait perdu la guerre et que ce ne soit, alors, l'exploitation.

Le respect des convictions, de ce qui est important dans la vie de l'autre. Nous recevions, un soir à la maison, une jeune fille et son fiancé, pompier bénévole dans notre ville. Il était fier d'appartenir à ce corps dont les services sont appréciés de tous. Mais cela impose quelques contraintes, comme de se lever en pleine nuit pour porter secours à un accidenté. Quelle tristesse d'entendre la jeune fille annoncer, d'un ton sans réplique, qu'il ne serait plus question de pompier une fois mariés !

Le mariage suppose aussi la pérennité. Sur notre gâteau de mariage, il y avait écrit : « A vos 2 500 dimanches ». Beaucoup d'entre nous vivront ensemble plus de cinquante ans. Perspective à la fois formidable et un peu effrayante. C'est pour cela que certains choisissent de vivre en couple sans se marier. Se marier est un immense acte de foi. S'il nous semble très important de le faire de manière réfléchie, il est également important de l'envisager comme un pari dans lequel nous nous engagerions à fond.

Se marier plusieurs fois... avec la même personne

À la suite de sérieuses difficultés, nous avons été, un moment, tentés de nous en accuser réciproquement et d'en éprouver une certaine rancune. Nous aurions pu partir alors chacun de son côté pour voir si c'était mieux ailleurs. Le chemin qu'on parcourt est toujours plein de nids de poule et l'on caresse facilement l'illusion que celui d'à côté est lisse et facile ! Mais non, nous nous étions engagés pour la vie et les solutions, il fallait les trouver en nous et repartir sur une nouvelle base. Marcelle Auclair n'écrivait-elle pas qu'on se marie plusieurs fois avec la même personne et que chaque « mariage » est une nouvelle étape !

Vous comprendrez qu'amour et pérennité ont besoin de deux ingrédients importants, la confiance réciproque et la fidélité.

L'un d'entre nous pourra vous dire comment, après avoir fait un achat inconsidéré, sa première

réaction a été de le camoufler, puis finalement de se confier en toute honnêteté.

L'autre pourra vous dire qu'il a dû avouer un penchant pour une personne qu'il avait souvent l'occasion de rencontrer. La fidélité est pour nous quelque chose de très exigeant ; c'est plus que ne pas avoir de relations sexuelles extra-maritales.

Vivre cette confiance, veiller à cette fidélité, exige peut-être de l'un d'être prêt à se montrer sous un jour peu glorieux, mais réel, et de l'autre d'accueillir la confiance et de pardonner.

Où en serions-nous sans le pardon et l'acceptation du pardon ? Ces deux attitudes sont difficiles à vivre. Quels efforts elles demandent pour revenir en arrière, mais aussi quelle joie lorsqu'on y est parvenu !

Comme un tonneau percé

Nous avons quelquefois utilisé cette image : la confiance est comme un tonneau percé qu'il faut remplir constamment pour le maintenir plein.

Aurions-nous maintenu notre tonneau plein sans un but commun ?

Tous les couples nous semblent appelés à la fécondité, non seulement par les enfants – s'ils ont la chance d'en avoir – mais aussi par tout ce que nous pouvons créer autour de nous.

Les fiancés que nous avons rencontrés ont été pour nous un formidable stimulant. Maintenant ce sont nos enfants, les jeunes que nous recevons à la maison, les gens que nous rencontrons tous les jours qui nous poussent à vivre pleinement notre vie de couple. Ils nous empêchent de nous installer dans une vie confortable et peut-être aussi de nous y ennuyer.

Des amis, un jour, nous parlaient d'un couple qui donnait l'impression de mener une vie toujours de la même couleur, sans heurts, sans hauts ni bas, mais mortellement ennuyeuse. Pour eux, la vie de couple était au contraire colorée, comme un arc-en-ciel, avec ses ombres aussi.

Pour terminer, permettez-nous de vous féliciter d'avoir choisi le mariage à une époque où certains le repoussent ou alors s'y glissent par étapes en évitant ce que France Quéré appelle « la vigueur des choix ».

Très amicalement

Bertrand et Véronique Schweisguth

Grande-Bretagne

« Créer l'harmonie raciale, c'est l'affaire de chacun »

Une campagne théâtrale courageuse

On se souvient des émeutes qui, durant l'été 1981, ont ébranlé plusieurs grandes cités britanniques. D'un jour à l'autre, l'opinion s'est éveillée à la réalité, dont un tableau nous est brossé ci-dessous par Alan Faunce, membre de la Commission pour l'Égalité raciale pour les villes de

Des faits, des chiffres

Nous autres, Britanniques, sommes une race hybride. Tout au long de son histoire, notre pays a vu s'installer de nouveaux arrivants, tour à tour envahisseurs (les Normands), réfugiés (les Huguenots) ou simples immigrants à la recherche d'une vie plus facile. Anglais, Écossais et Gallois ont préservé leur identité culturelle d'origine : ainsi, au pays de Galles, un demi-million de personnes parlent encore le gallois tandis qu'en Écosse 80 000 personnes parlent gaélique.

Ces trente dernières années, les nouveaux arrivants sont surtout venus du sous-continent indien et des Antilles. J'habite un quartier peuplé d'immigrants et tous les jours je vois des groupes d'enfants noirs et blancs qui vont ensemble à l'école. L'un de mes voisins d'immeuble est antillais. De l'autre côté du palier vit une famille irlandaise (faisant partie de la plus grande minorité ethnique de Grande-Bretagne). Au coin de la rue se trouve une église catholique polonaise et non loin une synagogue juive. Mon vendeur de journaux est un Indien qui a habité l'Afrique orientale avant de s'installer en Angleterre. Mon coiffeur est chypriote. Le snack-bar du coin est tenu par des Chinois.

Ceci donne une idée de la diversité des races qui peuvent se retrouver dans une grande ville britannique. Mais le tableau n'est pas complet : il y a environ un demi-million de musulmans en Grande-Bretagne, ce qui constitue ainsi l'une des plus grandes communautés islamiques en dehors du monde musulman. Tandis que la plupart proviennent du sous-continent indien, leur nombre inclut aussi 40 000 Égyptiens, 60 000 Yéménites et 8 000 Chypriotes turcs. Ces vingt dernières années, on a vu s'ériger plus de trois cents mosquées, dont celle de Regent Park admirablement située en plein cœur de Londres.

Après le recensement de 1971, la Grande-Bretagne comptait 1,5 million de citoyens de couleur, dont 40 % nés sur place, 303 000 d'entre eux étaient nés aux

*Hammersmith et Fulham, près de Londres. Le comédien Howard Bird nous parle ensuite de la pièce **Clashpoint**, qui poursuit sa tournée en Angleterre, et à laquelle il travaille comme metteur en scène.*

Caraïbes, 323 000 en Inde, 139 000 au Pakistan et au Bangladesh et 176 000 en Afrique orientale. Les 2 millions d'Irlandais, 450 000 Juifs et 130 000 Polonais recensés alors constituaient aussi des groupes ethniques importants.

Le recensement de 1981, publié dernièrement, évalue à 2 400 000 le nombre de noirs et d'Asiatiques actuellement établis en Grande-Bretagne, soit environ 4 % de la population nationale. La grande majorité vit sur les pourtours industriels de Londres et dans les Midlands, dans des zones d'habitations pauvres où le chômage est élevé. Leur installation et l'adaptation de la communauté blanche à leur présence ne se sont pas faites sans friction. Le chômage (qui touche plus de 3 millions de personnes) a surtout affecté la population noire. L'année dernière, des affrontements violents ont eu lieu dans plusieurs villes britanniques entre forces

de l'ordre et jeunes chômeurs, noirs et blancs.

Nos gouvernements ont dû s'atteler à la tâche de créer l'harmonie entre les différentes races du pays et de détruire les préjugés, nombreux à l'encontre des immigrants. Mais un contrôle rigoureux de l'immigration a aussi eu lieu et maintenant le nombre de ceux qui quittent le pays dépasse celui de ceux qui viennent s'y installer.

Des lois votées au Parlement en 1965, 1968 et 1976 ont rendu illégale la discrimination raciale et instauré une Commission pour l'Égalité raciale (C.R.E.) : celle-ci est chargée de promouvoir l'harmonie sociale. Mais les lois ne suffisent pas à changer les comportements. Il persiste en Grande-Bretagne une sorte d'impérialisme culturel, lié à cette idée que l'homme blanc est supérieur aux autres races, même si l'impérialisme politique est chose dépassée.

Comme le déclarait récemment le président sortant de la C.R.E., M. David Lane : « La loi à elle seule ne peut résoudre toute la question... Il faut aussi gagner l'esprit et le cœur des gens dans le pays tout entier. » La part du facteur racial dans les émeutes de l'année dernière a montré combien il en avait coûté de n'avoir pas su tenir compte de ce fait.

Les relations entre communautés de races différentes en Grande-Bretagne revêtent aussi une dimension internationale. Une émeute raciale à Londres ou à Liverpool trouve un écho dans la presse en Inde ou en Afrique du Sud. Les Asiatiques et les Africains nous jugent, ainsi que les principes démocratiques que nous professons, à la façon dont leurs propres ressortissants sont traités sur



*Une scène de **Clashpoint** mettant en présence trois élèves d'un lycée devant lequel a eu lieu un affrontement entre deux mouvements rivaux. A droite, Carol Denyer dans le rôle de la mère du jeune antillais : « Dans notre troupe multi-raciale, nous avons appris à aller au-devant des uns des autres. C'est passionnant de découvrir ce qui nous différencie, mais aussi quelle surprise de voir nos points communs ! Les autres cultures ne menacent pas la nôtre : au contraire, elles la mettent en relief. »*

notre territoire. Ce qui se passe dans les cités britanniques peut allumer l'espoir ou nourrir l'amertume dans d'autres pays qui connaissent la division sur le plan racial.

Dans le monde entier, et surtout dans les pays du tiers monde, les villes ne cessent de croître. D'après un rapport des Nations unies, 50 000 personnes émigrent chaque jour de la campagne à la ville, et en l'an 2 000 la moitié de l'humanité sera urbanisée.

Nos grandes agglomérations industrielles sont des microcosmes du monde

actuel. Ne pourraient-elles devenir des modèles ?

Il faudra pour cela que le changement trouve place non seulement dans les lois et les structures mais aussi dans le composant de base de nos sociétés : à savoir l'individu : que change sa façon de vivre, de traiter son prochain, mais que grandisse aussi sa vision de l'avenir. Ainsi nos grandes cités, vastes amalgames humains, poseront moins de problèmes et ouvriront la voie aux nouvelles frontières du développement humain. **Alan Faunce**

Les principales étapes

A l'époque des émeutes de 1981, Betty Gray est une de celles qui se sont déjà attelées à construire des ponts entre personnes de classes et de races différentes et qui n'ignorent rien du mélange explosif que constituent réactions passionnées et indifférence glaciale. Elle est membre du Comité pour l'Harmonie raciale à Newcastle et siège au Conseil des Relations inter-communautaires de sa région.

« Que les pouvoirs publics prennent des initiatives destinées à accroître l'entente entre les diverses communautés raciales, voilà qui est vital, dit Betty Gray. Cela n'enlève pas d'importance à des initiatives personnelles visant à construire des liens d'homme à homme. Grâce à elles naît l'état d'esprit qui permet aux lois de jouer leur rôle : on découvre aussi que les gens doivent changer d'attitude, que les coutumes doivent s'adapter, que la société peut bénéficier de l'apport des autres cultures et des autres religions, et enfin que réparation doit être faite envers d'autres pays à cause de nos erreurs passées. »

De cette conviction et de son expérience, Betty Gray a tiré une pièce de théâtre, *Clashpoint* (Affrontement). « On y dépasse le schéma simpliste du raciste amendé, pour aborder les questions de races et de classes dans la vie scolaire et familiale », dit Nancy Ruthven, auteur dramatique, lors d'une première lecture publique en 1977. C'est elle qui retravaillera le texte.

Des acteurs professionnels viennent renforcer le noyau d'acteurs bénévoles. En avril 1982, Alan Faunce, membre de la Commission pour l'Égalité raciale d'une banlieue londonienne, invite *Clashpoint*. Carl Johnson, trésorier de l'Amicale anglo-antillaise d'Ealing, se trouve dans la salle. A son tour, il invite la pièce. « J'ai été tellement touché que j'ai décidé de me réconcilier avec un Anglais qui, par ses mensonges sur mon compte, avait prise sur moi », dira-t-il plus tard. Cette réconciliation a eu lieu.

D'autres invitations suivent : Coventry, Liverpool, Lewisham. A Liverpool, la pièce est jouée dans une école qui jouxte le faubourg de Toxteth, où ont eu lieu les

émeutes de 1981. Toute la population est représentée : conseillers municipaux, responsables des communautés hindoue, pakistanaise et antillaise, représentants de la deuxième génération noire, salariés et chômeurs. Un professeur de l'école où se joue la pièce suggère : « Allez dans les beaux quartiers : les habitants n'ont aucune idée de ce qui se passe ici : les souffrances, les pressions et aussi le potentiel humain. »

En été 1981, la troupe est invitée à Caux, au centre de conférences du Réarmement moral en Suisse. Jouer devant un auditoire international nous intimide. Pour des Sud-Africains, le message est aussi clair que pour nous. Pour un Américain, il suffirait de remplacer l'Indien par le Porto-Ricain et la pièce parlerait à un public new yorkais. La troupe repart pour l'Angleterre : Ealing, Newbury, Newcastle, Croydon. Chaque représentation en suscite d'autres.

A Newbury est suivi le conseil reçu à Liverpool : située en pleine campagne du Berkshire, cette ville a une population exclusivement blanche. « Mes amis et moi voulions élargir l'horizon de nos concitoyens, dit le professeur qui a fait venir la pièce. Cette pièce nous a frappés : nous avons compris que, pour faire connaître



Betty Gray, l'auteur

les aspirations des habitants de certains quartiers, il existe une autre voie que l'affrontement et l'émeute. Les habitants de Newbury, après les émeutes de 1981, avaient souhaité que la police prenne une attitude plus dure. *Clashpoint* ramène chacun d'eux à sa conscience et remet en question toute dureté. »

A Croydon, la pièce figure au programme d'une « Semaine mondiale ». Ce sont des équipes multiraciales qui ont participé aux préparatifs. Détail significatif : celui qui accueille les spectateurs à l'entrée de la salle criait encore, il y a quelques semaines : « Les Noirs chez eux ! »

Howard Bird

Jay Kistasamy, étudiant en économie : *Parce que je suis d'origine indienne, beaucoup de gens s'imaginent que je ne fais pas de discrimination. C'est aussi ce que je croyais, non sans complaisance. Quel choc de découvrir que j'y cédaï également ! La discrimination commence dès que je mets les gens dans des catégories. Quand je dis : on reconnaît toujours les Indiens à leur accent, ils sont tous réservés, les noirs sont fous de reggae, les jeunes blancs à cheveux courts détestent les immigrants, je mets sur les gens des étiquettes dont ils auront du mal à se débarrasser.*

Chris Channer, actrice professionnelle (ci-contre à gauche) : *Lorsque j'ai travaillé avec des acteurs africains, je me suis rendu compte que mon unique souci était de leur plaire à tous parce que j'avais peur qu'on me reproche d'avoir des préjugés à l'encontre de nos amis de couleur. Quand ils commettaient des erreurs, je ne disais rien. C'était une forme de discrimination détournée car je n'étais pas aussi franche avec des collègues noirs que je l'aurais été avec des blancs. J'ai dû m'excuser pour mon hypocrisie ; nous avons alors pu retrouver de justes relations de travail. Comme le dit à son amie blanche la mère du jeune Antillais dans la pièce : « Vous faites de nous des citoyens de deuxième classe si vous pensez que nous ne pouvons pas distinguer le bien du mal. »*

Une journée à Berlin-Est

De Berlin-Ouest, seule ville au monde qu'entoure un mur érigé non par ses défenseurs, mais par ceux qui craignent sa fière liberté, nous sommes allés, quelques amis et moi, passer une journée à Berlin-Est. Les formalités sont simples et les visages, d'abord impassibles des douaniers et policiers de la R.D.A., se dérident malgré tout à la vue d'un de nos passeports qui avait subi avec un succès mitigé l'épreuve d'un passage dans une machine à laver.

Je ne savais pas qu'il était si simple, pour des étrangers ou des Berlinois de l'Ouest, de traverser cette frontière qui, pour les citoyens de Berlin-Est ou de la R.D.A., reste une muraille infranchissable.

Nous n'insisterons pas sur les impressions, souvent rapportées par les visiteurs, des vues et des édifices de Berlin-Est. D'abord le centre, vitrine de la R.D.A., dont les artères ressemblent comme des sœurs à celles de Berlin-Ouest, luxe en moins. Puis les quartiers plus périphériques où la grisaille et l'impression d'un corps vidé de son sang vous saisissent inmanquablement. Mais ce que nous voulons retenir ici, c'est la rencontre des cœurs et des esprits. Une coïncidence calculée, mi-providentielle, nous réunit à la fois avec des Berlinois et des personnes d'un autre pays d'Europe orientale. Ces derniers nous disent ce qu'est leur vie de tous les jours. Difficultés matérielles d'un pays où le kilo de pain est moins cher que chez nous mais où une paire de chaussures de femme vaut la moitié d'un salaire mensuel. Mais surtout tracasseries quotidiennes d'un régime qui veut l'élimination de toute croyance spirituelle. N'importe quelle velléité de pratique religieuse publique vous ferme l'accès à un poste d'une quelconque importance. Si les autorités ne parviennent pas à imposer la destruction d'une église, celle-ci ne bénéficie bientôt plus d'aucune rénovation et sera fermée à brève échéance comme n'assurant plus la

sécurité des paroissiens. Monument dangereux !

Nous savions tout cela, mais c'est autre chose de l'entendre de ses propres oreilles de la part de ceux à qui une soif inextinguible de la parole de Dieu donne le courage de braver toutes les vexations et tous les interdits. « Après ce que nous venons d'entendre, s'exclame un Berlinois de l'Est, nous sommes, ici en R.D.A., encore dans un paradis. » Il fait là allusion à la tolérance qui existe encore dans son pays. Même si les jeunes paient chèrement leur vocation religieuse ou celle de leurs parents, comme ces sept enfants de pasteur dont aucun n'a été autorisé à poursuivre ses études, les églises sont ouvertes et remplies, de jeunes prêtres et pasteurs sont formés à leur tâche.

Plus facile ici qu'à l'Ouest

Comme en Pologne, la solidarité de l'Eglise, ici principalement luthérienne, a résisté à l'assaut frontal. Ce qui nous vaut d'ailleurs un commentaire inattendu d'un Berlinois de l'Est : « Vivre en chrétien est beaucoup plus facile ici qu'à l'Ouest. Vous devez vous battre dans la pluralité des idées. Nous n'avons qu'un seul autre concurrent : je n'utiliserai pas le mot *front*, mais vous comprendrez ce que je veux

dire. Nous savons d'emblée ici qu'il est difficile de vivre l'Evangile. »

Mais nous autres Occidentaux, précisément, qu'avons-nous à dire face à ces Européens de l'Est qui nous parlent de leur foi avec tant de naturel ? Faut-il vraiment se résigner à croire que le christianisme ne prend toute son intensité de vie que dans l'épreuve et la répression ? Devant ce pasteur d'Allemagne fédérale qui, avec toute sa famille, a choisi, il y a trente ans, de venir vivre et témoigner en R.D.A. et dont la conviction, la fermeté de cœur et la clarté de pensée sont infiniment contagieuses, quel est le message de notre christianisme de liberté ? Nous avions peut-être pensé, tout d'abord, que nous venions soutenir et encourager nos amis de l'Est. Mais ce sont eux qui nous rendent honteux de notre tiédeur, de nos subtilités intellectuelles, de notre timidité à prendre position, précisément dans ce pluralisme des fronts qui est le nôtre. Heureusement que, dans ces quelques heures de rencontre, la liberté de l'échange, les convergences dans le témoignage profitent, en fin de compte, à tout le monde. Et un futur pasteur de Berlin-Est pouvait dire au moment où nous nous séparions : « Ma vie a été plus nourrie par ces quelques moments passés ensemble que par deux années de formation théologique. »

On ne quitte pas Berlin-Est sans une soirée au Berliner Ensemble. Ce théâtre à l'italienne cadre mal avec l'héritage de Bertold Brecht. Mais le public, jeune en grande majorité, jeans et blousons parfaitement à l'aise sous les lambris et les stucs, est là pour tout réconcilier. La pièce de Dürrenmatt aussi. Si le programme annonce que la recherche ultime des *Physiciens* – c'est le titre de l'œuvre – vise à « combattre le développement du monde impérialiste », les dernières lignes de l'auteur, dans la bouche d'un de ces savants, nous conduisent vers d'autres conclusions : « Je suis Salomon... Mon pouvoir faisait trembler les puissants... mais mon savoir a détruit ma piété. Ma crainte de Dieu disparue, mon savoir a alors détruit mon royaume... Je suis Salomon, je suis Salomon, je suis le pauvre roi Salomon. »

J.-J. Odier



En haut :
Au-delà du mur,
la Potsdamerplatz,
autrefois centre animé
de la capitale allemande,
puis point de départ
des émeutes de 1953.

Ci-contre :
La cathédrale, dont
le dôme a été reconstruit
depuis la guerre,
se reflète dans les vitres
du Palais de la République

« Ici, on a aimé les Juifs »

Philippe Lobstein présente le livre de Philippe Boegner

En ces temps de violence, de haine et de réveils soudains de passions antisémites, il est réconfortant de lire le récit que Philippe Boegner, écrivain et journaliste, a consacré à la merveilleuse aventure du Chambon-sur-Lignon, ce village de Haute-Loire de mille cinq cents habitants qui a sauvé cinq mille juifs de 1940 à 1944 (1). Les faits ne sont connus du grand public que depuis peu de temps. Un livre américain *Le Sang des innocents*, un article de *L'Information juive*, « Un Danemark en France », des émissions de radio et de télévision récentes, l'attribution par l'Etat d'Israël de la médaille des Justes au pasteur Trocmé, une plaque commémorative sur la place du temple, voilà ce qui aurait pu instruire l'opinion française.

La plaque commémorative du Chambon rend hommage « à la communauté de cette terre cévenole et à tous ceux, entraînés par son exemple, croyants de toutes confessions et non-croyants qui ont, au péril de leur vie, sous l'occupation, caché, protégé, sauvé par milliers tous les persécutés ». En tête, en caractères hébraïques, est inscrit un verset d'un psaume de David : « Le souvenir du juste restera pour toujours. »

C'est la motivation profonde de cette histoire : la foi au Dieu d'Abraham, d'Isaac, de Jacob et de Jésus-Christ, la fraternité avec les Israélites à qui, selon l'épître de saint Paul aux Romains, aussi familière aux paroissiens du Chambon que l'ancien testament, « appartiennent l'adoption filiale, la gloire, les alliances, la législation, le culte, les promesses et aussi les patriarches, et de qui le Christ est issu selon la chair ».

Une communauté dissidente

Comment le Chambon a-t-il pu devenir cette terre d'asile ? Alors que les Allemands étaient partout et raflaient les juifs pour les déporter vers les camps de la mort, les huguenots du Chambon et des villages voisins, paysans, commerçants, cheminots, enseignants, unis autour de leurs pasteurs, ont obéi à leur seule conscience et accueilli les réfugiés, comme si les Allemands et leurs auxiliaires politiques français n'existaient pas.

Les gendarmes français prévenaient de leur venue et tout danger était signalé à l'avance. Les juifs avaient le temps de se cacher dans la profondeur des forêts. « Il semblait que toute action de répression

était vouée à l'échec par des forces invisibles », a avoué un membre de la police à un journaliste. Le bruit a couru qu'en haut-lieu, à la préfecture de la Haute-Loire ou même à la Gestapo, les hommes courageux ont fermé les yeux sur les activités de cette communauté dissidente. Mais c'est sa cohésion, inaccessible à toute dénonciation, qui a servi de rempart contre l'adversaire.

Pourtant il y eut des incidents et des drames. Un préfet et un ministre de Vichy furent reçus sans honneurs, les pasteurs finirent par être arrêtés et internés un mois près de Limoges. Ils durent quitter le Chambon. Un agent de la Gestapo fut abattu, un soir, dans un hôtel. La Gestapo fit une rafle, en juillet 1943, dans un foyer d'étudiants dont le directeur devait mourir ensuite dans un camp de concentration en Pologne.

Malgré cela, le concours des bonnes volontés, des Quakers de Marseille à la CIMADE en passant par le Secours suisse à l'enfance, des réseaux de résistance aux filières d'évasion vers la Suisse, ont assuré continuellement à des milliers de réfugiés l'hébergement, la vie clandestine, la protection et le passage de la frontière vers la liberté.

La liste des élèves juifs : « Néant »

Parmi les artisans de ce travail, dont la plupart resteront anonymes pour toujours, quelques figures se détachent, qui ont été l'âme de la communauté.

C'est d'abord le pasteur Trocmé, choisi avant la guerre par la paroisse pour sa farouche indépendance et sa réputation de non-violence. Fils d'un Français et d'une Allemande, ayant épousé une femme d'origine russe et italienne (quand éclataient des bagarres dans la famille, « ce sont les quatre races qui se disputent », disait-il), il avait provoqué, dans sa paroisse précédente du Nord, un véritable réveil spirituel. Selon le témoignage d'un de ses fidèles, quand il arriva, les mesquineries et les querelles disparurent.

C'est ensuite l'instituteur, mort récemment, qui accueillait tous les enfants, sans leur demander quoi que ce soit sur leur origine, sur leur vrai nom (la plupart ayant de fausses cartes d'identité) et répondait régulièrement « Néant » à tous les questionnaires de l'inspection académique à propos des élèves juifs.

Enfin, tous les habitants du Chambon et des environs, élevés dans le souvenir de la Réforme, des guerres de religion, de la révolution française, lecteurs quotidiens de la Bible, pour qui le peuple d'Israël est un peuple sacré, se sont acharnés à secourir les juifs. Tout le monde se sentait responsable et solidaire, même si on ignorait ce qui se passait dans la ferme d'à côté.

Du plus grand au plus petit, du responsable politique au paroissien anonyme, recevant dans la nuit, envoyé par son pasteur, des amis de « l'ancien testament », chacun était engagé.

Le miracle du Chambon, c'est que cela s'est fait naturellement, comme si cela ne pouvait être autrement.

Trente-sept ans après

Parce qu'il était le fils du pasteur Boegner, qui avait protesté auprès du gouvernement de Vichy contre les persécutions raciales, Philippe Boegner a gagné la confiance des Chambonnais. Il a pu ainsi reconstituer, dans son roman, l'atmosphère de résistance, d'indépendance et de fraternité du Chambon pendant l'occupation.

Son héros est un adolescent juif, fugitif en 1942, fils d'un des chefs du socialisme allemand persécuté par Hitler. Devenu P.D.G. d'une importante affaire immobilière, entré par son mariage dans une famille catholique française, il veut revenir une dernière fois, avant sa mort qu'il sait prochaine, dans ce village dont l'image n'a cessé de le hanter.

Il veut revoir la ferme où il s'était caché pour échapper à une rafle. C'est là que, pour la première fois, il avait rencontré une jeune juive autrichienne à qui il avait voué un amour timide et dont il retrouve, trente-sept ans après, le journal personnel. Pour plaire à sa femme, pour épargner des ennuis à ses enfants, il a abandonné son nom d'origine, mais il en a toujours ressenti un certain remords.

Et voici qu'en revenant au Chambon, il s'entend appeler par son nom d'autrefois. C'est son ancienne institutrice qui l'a reconnu. Ce choc lui rend le courage d'assumer ces racines juives.

Face à l'authenticité de ceux qui ont tout risqué pour aider leur prochain, il retrouve son identité, par-delà ses défaites intimes, masquées par sa brillante réussite dans les affaires. Réconcilié avec lui-même, il peut mourir en paix.

Ce roman a le mérite de ressusciter une aventure collective extraordinaire vécue par des hommes ordinaires, où ceux qui risquent de perdre leur confiance en l'homme puiseront un stimulant et un espoir.

(1) Philippe Boegner, *Ici, on a aimé les Juifs*, Récit. Ed. J.-C. Lattès.

Portrait d'un patron de province

De la vapeur à l'informatique

Lorsqu'il est entré dans l'entreprise familiale - la filature de la Madelaine à Remiremont, dans les Vosges - Michel Antuszewicz a encore connu la machine à vapeur qui entraînait les métiers à tisser. Il a mis un jour un bleu de chauffe pour en nettoyer les chaudières ! Un quart de siècle plus tard, il installe l'ordinateur qui assurera les tâches de gestion, de comptabilité et de contrôle de qualité indispensables à l'entreprise qui doit rester compétitive.



M. Michel Antuszewicz

« L'usine a été créée il y a cent dix ans par deux Alsaciens qui fuyaient l'occupation allemande. Mon arrière-grand-père, qui était d'origine polonaise, était l'un d'eux. Aujourd'hui, nous employons 260 personnes et produisons 420 tonnes de fil de coton par mois. »

Après ses études, Michel Antuszewicz est tout de suite embauché par son père comme ouvrier, tout d'abord sans salaire ni couverture sociale. « Il te faut connaître l'entreprise de A à Z », lui avait dit son père. « Comme lui un quart de siècle auparavant, j'ai commencé par nettoyer et régler les machines. Petit à petit, j'ai fait le tour des services en assurant des remplacements, notamment au laboratoire, où j'ai développé le service qualité. » En 1968, il devient fondé de pouvoir. Aujourd'hui, son cousin et lui se partagent la direction commerciale et la direction technique, alternant tous les deux ans comme P.D.G.

Le coton brut, qui entre pour 60 % dans le prix de vente final, entraîne des contraintes. « C'est un produit agricole soumis à de grandes variations de qualité, selon l'année ou selon la saison. »

« De plus, le prix du coton, fixé en dollars, subit des fluctuations terribles. Nous le payons à la livraison au port, tandis que notre clientèle bénéficie de délais de paiement élastiques (60 à 100 jours). Quand un tisseur dépose son bilan, les filateurs qui le fournissent risquent de boire le bouillon. Cela nous pose de graves problèmes de trésorerie. La filature s'approvisionne en grande partie en Afrique, principalement au Mali. Les Africains sont mal payés pour leur coton. Une augmentation substantielle du prix entraînerait certes une amélioration du sort des paysans du Sahel. Mais si un jour un accord de stabilisation des prix de cette matière première est signé, c'est nous qui risquons des déséquilibres brutaux dans un secteur qui est pratiquement en crise ininterrompue depuis l'après-guerre. Ceci sans parler de la concurrence à laquelle nous nous heurtons maintenant de la part de pays plus pauvres : Grèce, Turquie, Tunisie, Maroc. »

Etant responsable de l'achat de la matière première et de la vente du produit fini, Michel Antuszewicz est amené à beaucoup se déplacer. Au cours de ces dernières années, il a eu des moments difficiles et a souvent dû passer son mois d'août sur les routes pour trouver des commandes de façon à assurer la reprise de septembre. Aujourd'hui, il est fier d'exporter 20 % de sa production, principalement en Allemagne, et de vendre dans toute la France : Lyon, Roanne, Troyes, le Nord. « Mon dernier objectif, ajoute-t-il malicieusement, est le marché suisse. Je le vise depuis deux ans, mais ne suis pas encore arrivé à y vendre un seul kilo de fil ! »

Son principal argument de vente est la haute qualité de son fil, surtout utilisé pour la fabrication des velours et par la bonneterie. Cela implique aussi d'assurer la régularité des livraisons, et de pouvoir dépanner un client très rapidement en se rendant aussitôt chez lui. « Nous connaissons de nos jours une coopération beaucoup plus étroite avec les clients, comme avec les autres filateurs. Nous avons constitué, entre concurrents, un pool de pièces de rechange. Nous avons brisé le

secret d'autrefois qui nous interdisait de visiter les usines des autres. Nous avons abattu des égoïsmes de famille qui dataient de cent ans ! Il s'est aussi constitué un groupe de travail des directeurs de fabrication de la région qui se réunissent régulièrement et échangent leurs impressions et leurs expériences, en liaison avec les fabricants de matériel. Cela a été un facteur de conservation d'emplois et de développement de nos entreprises. Le textile de l'Est (Vosges, Alsace, Franche-Comté), qui était auparavant minoritaire dans l'ensemble français, en est devenu aujourd'hui le plus important. »

La survie d'une entreprise, en ces temps de crise, dépend de la motivation du personnel et des investissements, nous explique Michel Antuszewicz. « Pendant dix ou quinze ans, notre ville n'a pas été touchée par la crise, ajoutez-t-il. Brutalement, une série d'ateliers de confection ont disparu. D'autres entreprises, métallurgiques notamment, ont fortement réduit leurs activités. Nous tremblons, car, avec l'autre filature de Remiremont, nous sommes les derniers. Nous ne pouvons que survivre. »

« C'est dans les années de crise qu'il faut investir le plus »

« Il a donc fallu arriver à motiver le personnel sur ces questions de qualité, montrer aux gens quand il y avait une réclamation, au besoin en leur apportant un morceau du tissu incriminé. Car une petite erreur peut coûter parfois des dizaines de milliers de francs. » Récemment, nous raconte-t-il, un client tisseur nous a renvoyé tout un lot de serviettes éponge dans lesquelles courait un fil de chaîne d'une autre couleur. On avait, par erreur, mélangé une bobine d'une autre qualité qui avait réagi différemment à la teinture. « Heureusement, nous avons pu revendre ces serviettes à notre personnel. Cela nous a permis de le sensibiliser et, du fait, d'améliorer la qualité. »

« Et puis, il faut faire circuler l'information au sein de l'entreprise. La faire descendre, c'est déjà difficile, bien que nos cadres fassent de gros efforts. Mais comment la faire remonter ? En particulier, cela pose un problème au personnel du laboratoire : l'information ne remonte pas aisément vers eux. Les gens des ateliers doivent pourtant comprendre que cela est dans leur intérêt. »

« Le contact direct est capital. Pour ma part, je passe dans l'entreprise deux fois par jour, à 8 h et à 14 h, pour voir ce qui se passe. Paradoxalement, c'est bien pris. On a même reproché à un de mes confrères vieillissant d'avoir cessé de le faire ! »

Les deux cousins ont fourni un effort d'investissements plus important que leurs

prédécesseurs, et ce malgré les années difficiles qu'ils ont dû traverser. « Mon père m'avait toujours dit que c'est dans les années de crise qu'il faut investir le plus. Nous avons vu sombrer tous nos confrères qui n'ont pas fourni cet effort supplémentaire. » De fait, au cours des dernières dix années, la filature a complètement renouvelé son parc de machines.

« Déléguer les travaux, faire grandir les gens »

La condition patronale, tellement décriée de nos jours (« Mes fils ou les fils de mes confrères ne veulent pas nous succéder ») semble convenir à notre interlocuteur, avec ses charges et ses défis. Il sait que le temps est révolu où le chef d'entreprise faisait tout par lui-même. « Le plus gros combat, c'est de déléguer les travaux, de rendre les gens responsables, d'éviter la centralisation. Car on doit chercher à faire grandir les gens, à les faire se développer. »

Et puis, il y a le problème du temps, lancinant. « Nous sommes surchargés. Avec les lois Auroux, il y aura de nouvelles réunions à organiser, au détriment des réunions plus humaines que nous avions de temps en temps, comme nos réunions de contremaitres. Plus la participation au syndicat professionnel régional et national, plus la vie de famille, plus les clients qui aiment voir leur fournisseur sur place. La dégradation peut venir de ce qu'on voit les choses trop rapidement et de ce qu'alors on brusque le personnel d'encadrement.

« Il faut que le chef d'entreprise retrouve confiance dans son métier. Il y a trop de découragement. Les gens ont envie de vendre ou d'arrêter. Heureusement que le gouvernement commence à s'en rendre compte. »

Enfin, Michel Antuszewicz est bien conscient du défi que représente la tension des rapports Nord-Sud. « Nous n'osons même pas comparer les salaires de chez nous avec ceux des ouvriers dans les P.M.A. (Pays les moins avancés). Ces questions internationales nous dépassent, et ce que nous souhaitons, c'est qu'il y ait une certaine continuité tant dans la politique française que dans les accords internationaux. »

Bien que la situation nationale et mondiale le force à parler de l'avenir au conditionnel, Michel Antuszewicz tient à son métier. « Nos parents et grands-parents n'ont pas connu cette aventure, conclut-il, mais, malgré la tentation du découragement, on y croit. »

Propos recueillis par Philippe Lasserre

PROMOTION 83

Inscrire ici les noms et adresses des destinataires de la campagne de promotion.

Voir explications en page 2.

MAJUSCULES S.V.P.

M. / Mme / Mlle

Nom :

Prénom :

N° Rue

Code postal :

Ville ou bureau distributeur :

Pays :

M. / Mme / Mlle

Nom :

Prénom :

N° Rue

Code postal :

Ville ou bureau distributeur :

Pays :

M. / Mme / Mlle

Nom :

Prénom :

N° Rue

Code postal :

Ville ou bureau distributeur :

Pays :



La ville de Remiremont

Les dossiers de

TRIBUNE DE CAUX changer

Vous pouvez encore vous procurer
les numéros de notre revue
où ont paru les textes suivants :

N° 134 (décembre 1982) :

Pour une philosophie humaine de l'entreprise. Exposé fait à Caux par le professeur Stephen Fuller, de la Harvard Business School.

N° 133 (novembre 1982) :

L'esprit de la médecine : prendre en compte les problèmes de vie, par le docteur Paul Tournier.

N° 129/130 (juillet-août 1982) :

Contribution au dossier du nucléaire civil.

N° 117 (juillet 1981) :

« Ils enrichissent notre société ». Une enquête, des témoignages à l'occasion de l'année internationale des handicapés.

N° 115 (mai 1981) :

L'immigration, un problème d'identité pour les uns, un révélateur pour les autres, par Charles Piguët.

N° 109 (novembre 1980) :

« A chaque âge sa raison d'être. » Des témoignages, des perspectives pour les troisième et quatrième âges, par Jacqueline Piguët.

Vous pouvez commander aussi avec le bulletin
ci-dessous :

LA COLLECTION RELIEE 1982

les douze numéros de l'année écoulée sous une présentation solide
et élégante.

Un document utile de référence.

Bulletin de commande :

Veillez m'adresser (Rayez ce qui ne convient pas)

— la collection reliée 1982, Fr.s. 20. — , FF 70

— les dossiers suivants

N° 134 Pr Fullerex. N° 117 Handicapésex.

N° 133 Dr Tournierex. N° 115 Immigrationex.

N° 129/130 Nucléaireex. N° 109 3^e et 4^e âgesex.

Prix du numéro 5 FF, 2 Fr.s.

Pour la Suisse (« Changer » 1824 Caux) : Je m'acquitterai du montant
de la commande dès réception de votre facture.

Pour la France :

Je joins mon versement par chèque postal ou bancaire à

« Changer », 68 boulevard Flandrin, 75116 Paris.
C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Je verse directement à votre C.C.P.

Je paierai dès réception de votre facture.

Nom.....

Rue.....

Code postal Ville.....

Pays.....



M./Mme/Mlle

Nom :

Prénom :

N° ... Rue

Code postal :

Ville ou bureau distributeur :

Pays :

M./Mme/Mlle

Nom :

Prénom :

N° ... Rue

Code postal :

Ville ou bureau distributeur :

Pays :

Liste envoyée par :

M./Mme/Mlle

Nom :

Prénom :

N° ... Rue

Code postal :

Ville ou bureau distributeur :

Pays :

A découper et à envoyer avant le 30 janvier 1983 à l'une des adresses ci-dessous.

Les listes reçues après cette date ne seront pas prises
en compte dans la promotion.

Suisse : « Changer », 1824 Caux.

Canada : « Changer », 387 ch. de la Côte Ste Catherine, Montréal,
Québec H2V 2B5

France et autres pays : « Changer », 68 boulevard Flandrin,
75116 Paris